

Éducation sexuelle: et si les ados s'impliquaient?



Afin d'augmenter l'autodétermination et la participation des jeunes en matière d'éducation sexuelle, un projet vaudois vise à développer des espaces d'échanges et d'information entre pair·e·s.

© [Depositphotos](#)

Par Laura Voyame, spécialiste en santé sexuelle, coordinatrice LE SHIP et enseignante spécialisée, État de Vaud

Et si l'éducation sexuelle se pratiquait dans une perspective participative et de santé communautaire ? C'est, entre autres, un objectif du programme LE SHIP ^[1] — L'Éducation sexuelle holistique intégrée par les pairs —, qui vise l'ouverture, en contexte institutionnel, d'espaces d'échanges visant la promotion de la santé sexuelle holistique (OMS, 2013) et des droits affiliés (International Planned Parenthood Federation, 2008).

Ce projet pilote sera lancé dès le mois d'août dans un établissement vaudois du secondaire I, regroupant des jeunes de 12 à 16 ans. Ce dispositif se veut complémentaire à l'offre formelle d'éducation sexuelle, actuellement assurée dans le canton par des spécialistes de Profa, dans une approche externe et bisannuelle.

Les définitions de l'OMS et les droits sexuels définis par l'International Planned Parenthood Federation (IPPF) — droits humains appliqués au domaine de la sexualité — résident au cœur de la politique d'action publique en matière de santé sexuelle en Suisse et en Europe. Conformément à ce cadre théorique, l'offre en éducation sexuelle devrait permettre la mise en œuvre du droit à la participation.

Au-delà de son acception première, au sens de l'action de prendre part à laquelle tous et toutes sans distinction de sexe, de sexualité ou de genre doivent librement pouvoir prétendre, l'IPPF se prévaut d'une définition plus large de la participation. Il s'agit pour les individus, et plus spécifiquement les jeunes qui en sont souvent exclu·e·s, de s'investir dans le « développement et la mise en œuvre des politiques qui déterminent leur bien-être et leur santé sexuelle » et d'« avoir le droit d'être les participants et acteurs du changement au sein de leur société. Ils doivent

disposer de moyens substantiels afin de contribuer au développement de politiques et programmes visant à protéger, promouvoir et satisfaire la santé et les droits en matière de sexualité. » (IPPF, 2008, p.17)

Or, une étude parue en 2018 en Suisse révèle que les droits à l'autodétermination et à la participation impliquant co-construction et co-décision des jeunes sont laissés pour compte dans les programmes officiels (Charmillot & Jacot-Descombes, 2018).

C'est notamment sur la base de ce constat qu'a été conçu LE SHIP en 2020. Il considère le principe de citoyenneté sexuelle comme un impératif social et vise, en outre, à répondre aux exigences de base pour l'éducation sexuelle de l'OMS (2013), dans ses dimensions participative, interactive, continue, interdisciplinaire, contextuelle et communautaire.

Identifier les manques

Une première étape d'enquête, en amont de la mise en œuvre du projet, a été indispensable pour permettre à LE SHIP de s'inscrire dans son contexte singulier et de répondre à des besoins identifiés empiriquement.

La littérature ayant déjà fait état de lacunes dans l'éducation sexuelle des jeunes en Suisse (Barrense-Dias & al., 2018), la présente recherche a cherché à identifier les manques spécifiques à une population donnée en posant la question suivante : relativement à l'offre formelle actuellement reçue, quels sont les besoins complémentaires des jeunes de l'établissement concerné par LE SHIP ?

Entre mars et juillet 2021, des questionnaires abordant différents domaines de la santé sexuelle holistique ont donc été soumis aux élèves de 9^e et 10^e année. Leurs parents, les enseignant·e·s et autres professionnel·le·s de l'établissement, ainsi que les membres du Conseil de direction ^[2] ont également été consulté·e·s.

Vision positive de la sexualité

Les résultats de l'étude ont contribué à identifier plusieurs éléments significatifs. Parmi les aspects généraux les plus manifestes, il se révèle d'abord un important décalage entre la définition de la sexualité donnée par les jeunes — caractérisée par une vision positive et majoritairement orientée autour des émotions dans le cadre des relations — et la conscience accrue des risques et les craintes en découlant. En effet, lorsqu'il s'agit de définir la sexualité, il est principalement question d'amour, de désir, d'attirance, de passion, de relations intimes, de connaissance de soi, de bien-être, de découverte de son corps, mais également de parentalité. Ces éléments contrastent fortement avec l'évocation de dangers et peurs que d'autres réponses mettent en avant.

Besoins de plus de conseils concrets

Les adolescent·e·s expriment clairement leur besoin d'obtenir davantage d'informations pratiques. Premières expériences sexuelles, sexualités LGBTIQ+ dans la pratique, consentement, pornographie, masturbation, ou encore usage du préservatif et de protections menstruelles font partie des thèmes pour lesquels ils et elles déplorent un manque de conseils très concrets.

Les réponses des participant·e·s montrent aussi d'importantes lacunes dans le domaine de la prévention des risques liés aux infections sexuellement transmissibles (IST) et grossesses imprévues. Cela s'avère tant au niveau des connaissances sur les différentes IST, des moyens de protection et des méthodes contraceptives qu'à celui des comportements à adopter et du réseau ressource.

La recherche a encore mis en évidence que les adolescent·e·s n'ont pas connaissance de leurs droits sexuels dans les sphères intimes et numériques. En effet, les résultats témoignent de la prégnance de situations d'abus qu'ils et elles ne perçoivent pourtant pas nécessairement comme telles, et dont leurs parents n'ont pas conscience. L'application des droits relatifs à la sexualité demeure donc, dans la réalité comme dans les environnements virtuels, un enjeu majeur.

Tandis que les aires numériques se révèlent indissociables des sexualités adolescentes et que leur utilisation est caractérisée par un fonctionnement en vase clos dont les adultes sont majoritairement absent·e·s, les jeunes se montrent très conscient·e·s des enjeux propres à ces espaces. Leurs réponses, davantage que celles de leurs parents, montrent un regard critique au sujet de leur sécurité sur les plateformes numériques. Il en va de même pour leurs manques de connaissances en matière de réseau ressource et de sources fiables, sur internet, vers lesquelles se tourner pour des questions d'éducation sexuelle.

La place centrale des pair·e·s

À l'exception des situations de violences ou d'abus, pour lesquelles les parents sont préféré·e·s de peu aux pair·e·s, c'est d'abord vers leurs ami·e·s que les jeunes se tournent pour échanger à propos de sexualité. Les parents arrivent en deuxième position, tout comme le fait de n'en parler avec personne, pour des résultats quantitativement moindres.

Offre insuffisante

L'éducation sexuelle reçue est globalement perçue comme insuffisante et seule une minorité de participant·e·s déclare connaître des endroits ou personnes vers lesquels se tourner pour répondre à leurs questions.

L'offre en place actuellement gagnerait, selon la majeure partie des jeunes interrogé·e·s, à ouvrir davantage d'espaces d'échanges pour parler de santé sexuelle à l'école.

Par ailleurs, les sujets abordés avec leurs parents et, très rarement, avec leurs enseignant·e·s et autres professionnel·le·s de l'établissement, ne sont pas ceux qui préoccupent le plus les adolescent·e·s.

Valoriser les ressources des ados

Les résultats de cette étude suggèrent avant tout d'impliquer davantage les intéressé·e·s dans leur propre éducation sexuelle, au titre d'experts et expertes qu'ils et elles sont de leurs réalités.

Leur propension à se positionner en tant que sujets critiques de leurs environnements intimes, publics et numériques rend compte d'une agentivité citoyenne qui gagnerait à être valorisée dans le cadre de l'offre en éducation sexuelle.

Aider les jeunes à monter en compétences en matière d'application de leurs droits sexuels passera par une plus grande prise en compte de leurs besoins et souhaits, en valorisant les ressources qui sont les leurs. Il s'agit également de leur donner accès à une formation leur offrant les outils et les connaissances nécessaires pour le faire. En outre, l'association de l'ensemble des protagonistes adultes — parents, enseignant·e·s, autres professionnel·le·s de santé —, dont les rôles s'avèrent aussi essentiels que complémentaires, favorisera une éducation sexuelle la plus holistique, informée et fiable que possible.

Bibliographie

- Barrense-Dias, Y., Akre, C., Berchtold, A., Leeners, B., Morselli, D. & Suris, J.-C. (2018). Sexual health and behavior of young people in Switzerland. Lausanne : Institut universitaire de médecine sociale et préventive.
- Charmillot, M. & Jacot-Descombes, C. (2018). [Penser l'éducation sexuelle à partir des droits sexuels](#). Recherches & éducations. Consulté le 17.04.20.
- IPPF — Fédération internationale pour la planification familiale (2008). [Déclaration des droits sexuels de l'IPPF](#). Londres : IPPF. Consulté le 17.04.20.
- IPPF — Fédération internationale pour la planification familiale (2010). Intégré Impliqué Inspiré : Un cadre pour les programmes d'éducation par les pairs. Londres : IPPF.
- Organisation Mondiale de la Santé (2013). Standards pour l'éducation sexuelle en Europe : un cadre de référence pour les décideurs politiques, les autorités compétentes en matière d'éducation et de santé et les spécialistes. Lausanne : Santé Sexuelle Suisse.

^[1] [Voir le site du projet](#)

^[2] jeunes (n=407) ; parents (n=133) ; enseignant-e-s (n=50) ; conseil de direction (n=3)